

## L'enseignement supérieur britannique aujourd'hui et la place de l'internationalisation

Par Michael Worton

Vice-recteur de l'UCL, University College London

Le secteur de l'enseignement supérieur britannique est l'un des plus aboutis et développés au monde. Les performances de recherche du Royaume-Uni sont, notamment, extrêmement fortes : avec seulement 1 % de la population mondiale, le Royaume-Uni produit 5 % de la recherche scientifique et publie plus de 12 % des articles. C'est également un secteur très diversifié. Toutefois, pour des raisons historiques, il n'est pas simple à comprendre au premier abord. Il existe, par exemple, quatre administrations différentes (Angleterre, Écosse, Pays de Galles et Irlande du Nord) avec chacune son propre Conseil de Financement de l'Enseignement Supérieur (*Higher Education Funding Council*). Il y a également des différences marquées entre ces administrations. Le *Scottish Highers*, l'examen de sortie du lycée en Écosse, par exemple, a lieu un an plus tôt que les *A-levels* en Angleterre, et la durée du premier cycle universitaire pour les étudiants écossais est de quatre ans, alors que la norme en Angleterre, au Pays de Galles et en Irlande du Nord est de trois ans, bien qu'il existe aujourd'hui un nombre croissant de diplômes de maîtrise de premier cycle en quatre ans, tels que le MEng (*Master of Engineering*, Master d'Ingénieur). Une différence formelle est faite entre les universités, c'est-à-dire les institutions qui délivrent leurs propres diplômes universitaires, et les établissements d'enseignement supérieur, qui comprennent les universités, les *colleges*, les établissements spécialisés et les autres institutions de l'enseignement supérieur. Néanmoins, cette distinction n'est, elle-même, pas tout à fait claire. Ainsi, certains établissements membres de l'Université de Londres ont la possibilité d'attribuer eux-mêmes des diplômes, ont leur propre Charte du Conseil privé et sont entièrement autonomes dans leur mode de gouvernance et de gestion.

### Le nombre d'universités est le suivant :

Angleterre	89
Écosse	14
Pays de Galles	10
Irlande du Nord	2
<b>Total</b>	<b>115</b>

### Si l'on considère les établissements dans leur globalité, le nombre change de façon significative :

Angleterre	131
Écosse	19
Pays de Galles	11
Irlande du Nord	4
<b>Total</b>	<b>165</b>

L'Université de Londres constitue une autre anomalie. Elle est normalement considérée comme une université, compte 18 « Écoles et *colleges* », et comprend 3 des plus prestigieuses universités du Royaume-Uni : la *London School of Economics and Political Science* (LSE), le *Kings College* de Londres (LCL) et l'*University College London* (UCL). L'autre grande université fédérale au Royaume-Uni, *University of Wales* (l'Université du Pays de Galles), devrait cesser ses activités, du fait de ses difficultés à contrôler la manière dont les universités étrangères qu'elle a accréditées attribuent ses diplômes. Bien que très dommageable pour les universités du pays de Galles, la décision d'abolir l'*University of Wales* montre l'accent porté sur la mise en place d'un contrôle de qualité rigoureux de l'enseignement supérieur au Royaume-Uni. Elle révèle aussi certains des risques inhérents à l'activité internationale lorsqu'elle n'est pas correctement contrôlée et régie.

## Intro

La collection Repères de Campus France a pour objet de donner la parole aux « penseurs de la mobilité » en France et dans le monde.

Ce 15<sup>e</sup> numéro, édité à l'occasion de la « Journée Royaume-Uni », organisée par Campus France en mai 2012, analyse plus particulièrement l'internationalisation de l'enseignement supérieur britannique.

L'enseignement supérieur britannique comprend des universités de recherche intensive de niveau international, des établissements spécialisés dans la formation académique et des établissements d'enseignement technique et professionnel. Dans le *Times Higher Education World University Rankings 2011-12*, quatre des vingt meilleures universités du monde sont britanniques : *Oxford, Cambridge, Imperial College* et *l'UCL*. Par ailleurs, la dernière décennie a vu l'émergence de plusieurs associations d'universités. Ce sont :

- Le *Russell Group*<sup>1</sup>, une association de 24 grandes universités de recherche du Royaume-Uni.
- Le *94 Group*<sup>2</sup>, composé de 19 universités britanniques, qui ont formé un groupe en 1994, au vu de leurs objectifs, normes et valeurs communes.
- *L'University Alliance*<sup>3</sup>, officiellement lancé en 2007, qui se compose d'établissements se distinguant par une répartition équilibrée entre recherche, enseignement, entrepreneuriat et innovation, quatre domaines qui font partie intégrante de leurs missions.
- *Million +*<sup>4</sup>, un *Think Tank* universitaire, comprenant principalement des universités créées après 1992.
- Le *Cathedrals Group*<sup>5</sup>, composé de 15 institutions du Royaume-Uni qui soutiennent le maintien du rôle de l'Église dans l'enseignement supérieur. Il travaille en étroite collaboration avec l'Église d'Angleterre, l'Église catholique romaine et l'Église méthodiste.

Toutes les universités n'appartiennent pas forcément à l'un de ces groupes et, inversement, certaines appartiennent à plusieurs groupes. Leur fonction principale est de faire connaître et de partager les bonnes pratiques, mais aussi de fonctionner comme des groupes de défense d'intérêts sur les questions de politique nationale et internationale en matière d'enseignement supérieur.

*Universities UK (UUK)*<sup>6</sup> est l'organisation représentative de toutes les universités du Royaume-Uni. Elle cherche à promouvoir l'excellence et la diversité du secteur d'enseignement supérieur au Royaume-Uni, et à servir d'organe consultatif dans ce domaine.

### Faits et chiffres

Au cours de la décennie 2000-2010, le nombre d'étudiants a augmenté de 28 %, passant de 1 948 135 à 2 493 415. Une caractéristique

importante à noter ici est que, tandis que le nombre d'étudiants provenant du Royaume-Uni a augmenté de 20,6 % sur cette période, celui des étudiants venus de l'Union européenne (UE) a augmenté de 39,2 % et celui des étudiants hors-UE a augmenté de 121,6 %. Il y a maintenant 400 000 étudiants étrangers au Royaume-Uni et plus de 400 000 qui étudient dans un programme d'un établissement britannique à l'étranger. L'enseignement est donc aujourd'hui l'un des secteurs d'exportation les plus importants pour l'économie du Royaume-Uni et l'internationalisation est devenue une priorité majeure pour toutes les universités britanniques.

Les étudiants étrangers sont vitaux pour le système d'enseignement britannique, tant pour la diversité culturelle qu'ils apportent aux universités et à leurs villes, que pour les frais de scolarité et autres revenus qu'ils apportent au Royaume-Uni. La plus forte cohorte pour les programmes de premier cycle, et de loin la plus importante, provient de Chine (23 990), la seconde de Malaisie (9 915), la quatrième de Chypre (UE) avec 7 685 étudiants, et la cinquième de Hong Kong (7 380). La France est la 6<sup>e</sup> plus grande cohorte nationale, avec 7 260 étudiants.

Concernant les *Taught Masters* (Master où l'accent est porté sur l'enseignement, à la différence des *Research Master*, où la recherche tient une place plus importante), la réalité est assez différente. L'Inde se trouve, en effet, à la première place (29 185), suivie par la Chine (23 085), le Nigeria (9 780), les États-Unis (6 035), et le Pakistan (5 105). La France est en 12<sup>e</sup> position dans cette catégorie, avec 3 130 étudiants. Les étudiants indiens représentent la cohorte à l'évolution la plus dynamique, en ce qui concerne les étudiants venus de l'extérieur de l'UE pour suivre un *Taught Master* ; ce groupe a, ainsi, connu une augmentation de 189 % dans les cinq années précédant 2009/10.

Le tableau est légèrement différent, encore une fois, en ce qui concerne les étudiants-chercheurs de niveau Doctorat. La Chine représente de nouveau la plus importante cohorte nationale (3 690), suivie par les États-Unis (2 725), puis l'Allemagne (2 340), la Malaisie (1 780) et la Grèce (1 760). Dans cette catégorie, la France se trouve également en 12<sup>e</sup> position, avec 940 étudiants. Les étudiants non-européens représentent, eux, 29 % des étudiants en Doctorat, un pourcentage légèrement inférieur à celui de la France (35 %) et des États-Unis (33 %).

1- [www.russellgroup.ac.uk](http://www.russellgroup.ac.uk)

2- [www.1994group.ac.uk](http://www.1994group.ac.uk)

3- [www.unialliance.ac.uk](http://www.unialliance.ac.uk)

4- [www.millionplus.ac.uk](http://www.millionplus.ac.uk)

5- [www.cathedralsgroup.org.uk](http://www.cathedralsgroup.org.uk)

6- [www.universitiesuk.ac.uk](http://www.universitiesuk.ac.uk)

La question de la diversité du corps étudiant est très importante pour les universités britanniques. Les étudiants internationaux représentent une part non négligeable de cette diversité, mais tout autant d'attention est portée à la diversité en termes d'origine ethnique, de classe socio-économique ou de parcours de formation. De plus, étant donné le renforcement de la diversité sous toutes ses formes au sein du secteur de l'enseignement supérieur britannique, les universités tendent à porter une attention grandissante aux expériences des étudiants, non seulement en termes pédagogiques, mais aussi de façon plus large, en ce qui concerne leur développement socioculturel. Dans ce contexte, le Royaume-Uni tire fierté de ses taux d'abandon relativement faibles, la moyenne étant seulement de 7,9 % (et encore plus faible pour les universités du *Russell Group*, avec un pourcentage de 4,2 %).

Les établissements du Royaume-Uni emploient environ 387 000 personnes, parmi lesquels 181 000 pour le corps enseignant<sup>1</sup>, ce dernier étant, à l'image des étudiants, très international. Les professeurs étrangers viennent principalement d'Allemagne (3 130), suivie par la République d'Irlande (2 410), les États-Unis (2 380), la Chine (2 280), l'Italie (1 870) et la France (1 850).

### Gouvernance

Un autre aspect important concernant les universités du Royaume-Uni est leur autonomie et leur relative indépendance par rapport au gouvernement. Bien que ce dernier soit, indirectement, un important bailleur de fonds, à travers les *Funding Councils* (Conseils de financement) et les *Research Councils* (Conseils de Recherche), les universités sont beaucoup plus autonomes que dans de nombreux autres pays. Par exemple, il a été fait très clair dans les différentes Lois sur l'Éducation (*Education Acts*) de ces dernières années, que les universités restent les seules responsables de la conception des programmes d'enseignement et des admissions. Le gouvernement britannique peut donner des directives aux *Funding Councils* et aux *Research Councils* en termes de priorités stratégiques, mais le processus d'attribution des subventions de recherche, par exemple, revient à des panels universitaires. C'est aussi le cas des évaluations du secteur de la recherche, qui se produisent, de façon régulière, tous les 5 ou 6 ans, et sont, elles aussi, menées par des universitaires. En d'autres termes, le principe d'évaluation par les pairs est au cœur de l'allocation de fonds pour la recherche dans le système britannique.

Le gouvernement est en mesure, et cherche, sans aucun doute, à influencer les orientations que prennent les universités, mais il reconnaît également la dimension plurielle des missions de ce secteur. Dès lors, si de nouvelles orientations sont données, aussi radicales soient-elles, elles devront nécessairement inclure une certaine flexibilité. Ainsi, l'une des réformes les plus radicales de ces 20 dernières années a été l'abandon, par le gouvernement de coalition, du financement des universités (par l'intermédiaire des *Funding Councils*), au profit du financement direct des étudiants à travers un système de prêts gérés par la *Student Loans Company*<sup>2</sup>.

En novembre 2010, le ministre d'État pour l'Enseignement supérieur a annoncé que les frais de scolarité les plus élevés applicables aux étudiants du Royaume-Uni et de l'UE seraient de 9 000£ par an. Dans le même temps, le financement de l'enseignement par les *Funding Councils* a été coupé dans de nombreux domaines (bien que partiellement maintenu pour la science, la technologie, les sciences de l'ingénieur et la médecine), et le financement des Projets d'investissements universitaires (*Capital Projects*) a été significativement réduit.

Cette décision avait pour but de créer un marché dynamique de l'enseignement supérieur au Royaume-Uni, avec l'idée que les universités mettraient en place des niveaux très différents de frais de scolarité. Cependant, au printemps 2011, la plupart des établissements ont décidé de fixer les droits d'inscription au maximum autorisé de 9 000£.

Pour répondre à ces difficultés, le gouvernement a donc décidé de publier en juin 2011 un Livre blanc intitulé « L'étudiant au cœur du système » (*Students at the Heart of the System*)<sup>3</sup>.

Ce document a annoncé l'assouplissement, à partir de 2012, du contrôle du nombre d'étudiants admis en premier cycle venant du Royaume-Uni/EU, pour les étudiants ayant obtenu AAB ou plus pour leur *A-levels*<sup>4</sup>, tout en maintenant une forme de contrôle sur le nombre d'étudiants ayant obtenu une note inférieure. Cette forme de contrôle peut comprendre des amendes pour les universités recrutant plus d'étudiants que le nombre convenu. Il est maintenant possible pour les établissements d'enseignement supérieur d'offrir des places supplémentaires à des étudiants ayant obtenu moins de AAB, mais uniquement dans le cas de figure où leurs frais de scolarité moyens ne dépassent pas 7 500£.

Par ailleurs, les prêts étudiants doivent être remboursés à un taux pouvant aller jusqu'à

1- La norme pour le corps enseignant dans les universités du Royaume-Uni est, en général, d'être titulaire d'un doctorat.

2- [www.slc.co.uk](http://www.slc.co.uk)

3- <http://c561635.r35.cf2.rackcdn.com/11-944-WP-students-at-heart.pdf>

4- Une moyenne AAB au A-Level équivaut à une moyenne de 14/20 au Baccalauréat français ; AAA équivaut à une moyenne de 15/20.

9 %, une fois que l'étudiant a obtenu un emploi et gagne plus de 21 000£ par an.

Une autre caractéristique de la politique du gouvernement de coalition en matière d'enseignement supérieur est d'encourager la participation de prestataires privés et de faciliter leur entrée dans le secteur, y compris ceux provenant de l'étranger. Le but de cette approche, selon le gouvernement, est d'accroître la concurrence et donc de faire baisser le coût des études. Cependant, ces mesures ont soulevé des nombreuses protestations. On a ainsi pu assister à des manifestations étudiantes massives contre le nouveau régime de financement. Plusieurs universités ont été occupées par leurs étudiants et de grandes manifestations ont eu lieu pour protester contre les nouvelles politiques, considérées comme l'annonce inévitable d'une privatisation croissante des universités britanniques. Le gouvernement a néanmoins adopté les mesures législatives et le secteur semble s'être relativement calmé – d'autant plus que la nouvelle approche de financement est certainement plus juste pour les étudiants issus des classes socio-économiques les plus défavorisées. Un autre avantage majeur de ce nouveau type de financement est que l'étudiant est désormais placé au cœur de l'action des universités.

Les frais d'inscriptions pour les étudiants non-européens ne sont pas réglementés par le gouvernement et sont largement déterminés par le marché.

Légalement, les universités ont le statut de fondation et doivent donc fonctionner selon les paramètres établis par la *Charities Commission* (Commission des organismes de bienfaisance). Elles doivent aussi travailler avec les différents *Funding Councils* qui ont des responsabilités réglementaires et avec la *Quality Assurance Agency* (Agence d'Assurance Qualité), qui est chargée de travailler avec les universités du Royaume-Uni afin d'assurer une offre éducative de la plus haute qualité. En termes de gouvernance, une université est, en général, dirigée par un Conseil d'Administration composé de représentants académiques et étudiants. Les étudiants jouent un rôle particulièrement important dans la gouvernance des universités britanniques, et sont représentés dans la grande majorité des comités au niveau de l'université, mais également de la faculté et du département. Enfin, les syndicats étudiants jouent un rôle clé dans l'expérience estudiantine, et sont, eux aussi, constitués comme des associations.

### **L'internationalisation des universités dans un monde globalisé**

Le Royaume-Uni a une très bonne image au niveau international, basée en grande partie sur sa réputation en termes de recherche et d'éducation, et sur le profil de ses universités

d'élite (*Oxford, Cambridge, LSE, Imperial, UCL*). Un autre aspect majeur de sa réputation mondiale provient de ses liens historiques commerciaux et politiques très forts avec le reste du monde – ainsi que de la domination de la langue anglaise dans le monde et de l'admiration pour la culture britannique.

Les universités britanniques reconnaissent qu'avec la mondialisation, le monde évolue très rapidement et que les attentes des étudiants du monde entier évoluent tout aussi rapidement. Ils sont de plus en plus en quête d'opportunités d'études à l'étranger, que ce soit pour un programme complet, dans le cadre d'un programme d'échange, ou, plus simplement, pour une courte période d'étude ou une *Summer School* (université d'été). Ils ont également de plus en plus tendance à établir un lien entre leur enseignement supérieur et les perspectives d'emploi, et s'attendent non seulement à acquérir des compétences de haut niveau, mais aussi à développer leur réseau et à acquérir une certaine expérience pratique. C'est dans ce contexte que les universités britanniques cherchent à placer l'internationalisation au cœur de leur action.

L'internationalisation est un terme qui figure dans de nombreuses déclarations de mission, mais qui, curieusement, signifie encore des choses bien différentes selon les interlocuteurs. Pour nombre d'universités britanniques, il y a maintenant deux types d'internationalisation, qui évoluent en parallèle : l'internationalisation au Royaume-Uni et l'internationalisation à l'étranger. Cette dualité implique la transformation des cursus au Royaume-Uni. Les établissements cherchent à assurer une mobilité toujours plus grande des étudiants et des professeurs à l'étranger et à créer de nouveaux types de partenariats avec d'autres universités, entreprises et gouvernements étrangers.

Beaucoup d'universités s'investissent désormais dans la conception de nouveaux programmes qui répondent aux besoins d'étudiants de plus en plus internationaux et diversifiés, en les préparant à des carrières dans l'économie globale et en les aidant à développer des perspectives et des compétences interculturelles.

Il existe un désir certain de continuer à recruter davantage d'étudiants étrangers au Royaume-Uni, qui reste la destination la plus prisée, après les États-Unis. Cependant, une caractéristique majeure de ces dernières années a été l'expansion rapide de l'enseignement transnational par les universités britanniques. L'enseignement transnational comprend la mise en place de programmes d'études, de modules, de formations et d'autres types d'enseignements à l'étranger ainsi que l'apprentissage à distance.





L'enseignement transnational comprend également de plus en plus d'*International Branch Campuses* (IBCs) ou campus délocalisés. Il existe actuellement 200 campus délocalisés dans le monde, offrant des programmes divers et pouvant délivrer des diplômes, et 40 autres sont prévus pour les deux prochaines années. 16 universités britanniques ont actuellement un ou plusieurs campus délocalisés ; on compte ainsi 26 campus délocalisés établis par des universités britanniques, et 5 autres doivent être mis en place dans les 3 prochaines années.

Les possibilités offertes par ces innovations universitaires sont importantes. Par exemple, un campus à l'étranger contribue à rehausser le profil international de l'université d'origine et lui permet d'étendre considérablement son impact et son influence en termes d'éducation et de recherche. Étant donné que les programmes offerts par ces campus étrangers sont souvent élaborés à partir de zéro, l'innovation dans la conception des programmes est facilitée. En outre, il est essentiel que l'université d'origine fonctionne avec le contexte socioculturel du pays d'accueil et de nouvelles approches doivent donc être développées pour les étudiants.

Bien sûr, ces campus peuvent aussi présenter des risques importants. Il est ici question, non seulement des risques financiers en termes de recettes nécessaires pour maintenir le campus et pour couvrir les coûts considérables liés au soutien de ces campus depuis l'université d'origine, mais aussi des risques non négligeables en termes de réputation. En effet, l'échec d'un campus à l'étranger pourrait se révéler extrêmement dommageable pour la réputation d'une université, quant à son professionnalisme et l'excellence de ses pratiques commerciales.

Alors que le monde des campus délocalisés à l'étranger se développe, les universités britanniques élaborent différents modèles. Certaines optent pour des grands campus, principalement de premier cycle, tandis que d'autres favorisent la recherche post-doctorale, adoptant une approche dite de « niche ». D'autres, enfin, préfèrent se livrer à un travail de partenariat et de collaboration avec des établissements d'enseignement supérieur déjà établis à l'étranger.

Le secteur de l'enseignement supérieur va sans aucun doute continuer à croître au Royaume-Uni, mais l'enseignement transnational est susceptible de croître de façon encore plus significative et plus rapide que l'offre nationale. L'évolution de l'enseignement transnational permettra d'accroître les possibilités d'accès à l'enseignement supérieur dans le monde entier, un aspect d'importance en termes d'utilité

publique. C'est, en effet, cette dimension qui est à l'origine du développement de la plupart des campus britanniques délocalisés de grande envergure à l'étranger. La volonté d'établir ces campus est liée non seulement à des impératifs académiques, mais aussi à des impératifs sociaux : un campus à l'étranger peut apporter des avantages en termes de visibilité et d'augmentation des recettes, mais peut également offrir la possibilité de travailler avec le pays hôte en faveur de plus de justice sociale et de cohésion. Ceci est particulièrement pertinent dans les pays en développement, et permet d'avancer, à travers un engagement public et un partenariat avec les gouvernements, vers des changements politiques clés dans des domaines d'importance globale, tels que la santé, l'énergie, la sécurité alimentaire, la compréhension interculturelle, etc.

L'enseignement supérieur au Royaume-Uni traverse une période de changements considérables. Les facteurs déterminants de ces changements sont multiples. Ils sont le résultat, par exemple, de décisions politiques prises par le gouvernement, y compris au regard des réformes préjudiciables du système de visa pour les étudiants et les professeurs, mais aussi des défis liés à l'état critique actuel de l'économie britannique et européenne, de l'évolution rapide de la technologie et de la pensée scientifique, et des changements sociaux à la fois au Royaume-Uni et à travers le monde.

Les universités britanniques sont conscientes que, quelle que soient leur mission et leur identité, leur avenir se doit d'être global. Seul un petit nombre d'entre elles mettra en place des campus à l'étranger, mais toutes sont amenées à nouer de nouveaux types de partenariats avec des universités, des entreprises, des ONGs et des gouvernements à l'étranger. Ces partenariats sont en train de devenir beaucoup plus stratégiques et durables, par opposition aux rapprochements opportunistes et à court terme, qui ont pu être observés dans le passé. Les défis de l'enseignement supérieur vont persister, mais le développement de l'internationalisation et de l'enseignement transnational conduira sans aucun doute à l'expansion de ce secteur, ainsi qu'à un changement radical dans la façon dont il se conceptualise et opère, à la fois au Royaume-Uni et dans le reste du monde.



## ◆ Biographie

### Professeur Michael Worton



Il est Conseiller pour l'enseignement supérieur au sein du *British Council* et a donné de nombreuses conférences, dans le monde entier, sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur ainsi que sur les buts et les responsabilités des universités au 21<sup>e</sup> siècle. Il a également été un membre fondateur du *Arts and Humanities Research Board*, aujourd'hui appelé le *Arts*

*and Humanities Research Council*, où il a siégé de 1998 à 2006, présidant plusieurs de ses comités. De plus, il est membre du Comité International de Consultation en Sciences Humaines et Sociales de l'ANR (Agence Nationale de la Recherche) et du Conseil consultatif pour le Programme de recherche artistique du Conseil de la recherche autrichienne (FWF). Par ailleurs, il est membre du Comité directeur ERIH depuis 2002, date de début des travaux de la Fondation Européenne pour la Science (ESF) sur ce projet d'*European Reference Index for the Humanities* (ERIH). En 2009, il a entrepris un examen de l'offre en langues dans l'enseignement supérieur pour le HEFCE (*Higher Education Funding Council for England*) et le Gouvernement du Royaume-Uni.

Il est Chevalier de la Légion d'Honneur, officier de l'Ordre des Palmes Académiques et a reçu, en 2009, la Médaille d'honneur des travailleurs dans l'enseignement supérieur par la République du Kazakhstan. Il a publié 11 livres et plus de 80 articles et chapitres d'ouvrages.

## ◆ Bibliographie

- **Futures for Higher Education: *Analysing Trends (Universities UK, 2012)***.  
<http://www.universitiesuk.ac.uk/Publications/Documents/FuturesForHigherEducation.pdf>
- **Going Global: *The landscape for policy makers and practitioners in tertiary education***, edited by Mary Stiasny and Tim Gore (British Council, 2012).
- **International Branch Campuses: *Data and Developments***, edited by William Lawton and Alex Katsomitros (The Observatory on Borderless Higher Education, in association with Eversheds LLP, January 2012).
- **Liberating Learning: *Widening Participation***, edited by Michael Worton and Patrick Derham (University of Buckingham Press, 2010).
- **Measuring Success in Internationalisation of Higher Education**, edited by Dr Hans de Wit, (EAIE Occasional Paper, Amsterdam, 2009).
- **Patterns and Trends in UK Higher Education, *(Universities UK, 2011)***.  
<http://www.universitiesuk.ac.uk/Publications/Documents/PatternsAndTrendsInUKHigherEducation.pdf>
- **The Future University: *Ideas and Possibilities***, edited by Ronald Barnett (Routledge, 2012).
- **Universities UK Response to the Student Immigration System *A Consultation (Universities UK 2011)***.  
<http://www.universitiesuk.ac.uk/Publications/Documents/UUKResponseToTheStudentImmigrationSystem.pdf>

#### Directeur de la publication

Antoine Grassin, Directeur général Campus France

#### Comité de rédaction

Béatrice Khaïat, Directrice générale déléguée,  
Véronique Mathelin, Chargée de mission,  
Anne Benoit, Responsable des études

#### Édition

Anne Benoit  
[anne.benoit@campusfrance.org](mailto:anne.benoit@campusfrance.org)

Réalisation : Studio Boss - Paris

Impression, diffusion : Graphoprint - Paris

#### Agence Campus France

79 avenue Denfert-Rochereau  
75014 Paris  
Tél. : 01 53 63 35 00

Les Repères Campus France sont imprimés sur papier PEFC-FSC issu de forêts gérées durablement.

Mai 2012

ISSN 2117-8569

